

En guise de conclusion

Fernanda Faria

A partir de l'analyse qui a pu être faite, un certain nombre de conclusions peuvent être esquissées. Elles permettent de mieux comprendre la réalité des politiques de sécurité et de défense du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie et de mûrir les scénarios ou les orientations possibles de ces politiques dans un avenir prochain.

L'évaluation de la menace au Maghreb est dominée par les craintes d'instabilité intérieure et, à l'exception du Maroc où cette tendance est plus faible, elle concerne d'abord la montée de l'islamisme politique radical. Les mouvements islamistes en Algérie et en Tunisie sont d'abord perçus comme une menace pour le régime. Pour l'Algérie, il s'agit évidemment d'un problème intérieur: ils sont «la menace» interne. Pour la Tunisie, cette menace est à la fois intérieure et régionale, l'évolution de la situation politique algérienne se trouvant au centre des préoccupations sécuritaires de la Tunisie. Au Maroc, les mouvements islamistes ont moins de poids qu'en Algérie ou en Tunisie. Pourtant, ils font l'objet d'une attention croissante de la part du pouvoir, bien qu'on juge le Maroc moins perméable à leur influence en raison de la légitimité religieuse du monarque.

Quoiqu'il en soit, il existe un lien étroit entre l'évaluation de la menace régionale et de la menace intérieure dans les trois pays du Maghreb, l'évaluation de la nature de la menace étant pourtant différente selon les pays. Pour la Tunisie, c'est la menace régionale qui pourra éveiller la «menace islamiste» interne. Bien que le pouvoir tunisien pense avoir neutralisé avec succès ses islamistes, il sait qu'une prise du pouvoir par les islamistes en Algérie serait très favorable aux islamistes tunisiens. Pour le Maroc, la perception dominante de la menace est toujours associée à l'Algérie en raison du conflit du Sahara occidental, qui reste la question prioritaire de la politique de défense marocaine. La question de la parité militaire avec le pays voisin, qui a été pendant longtemps une des préoccupations majeures de la politique de défense du Maroc, ne semble plus être aussi importante qu'elle ne l'était, mais elle pourrait reprendre le dessus. Tout dépend de l'évolution de la situation en Algérie, de l'avenir de leurs rapports politiques et de la politique algérienne d'armement.

En Algérie, les problèmes intérieurs dominent tellement les préoccupations sécuritaires que la question de la menace régionale, telle qu'elle était perçue auparavant, est presque secondaire. Le contentieux avec le Maroc n'est certes pas oublié, mais ni cette confrontation ni la lutte pour l'hégémonie régionale ne représentent des priorités pour l'Algérie à l'heure actuelle.

Bien qu'il existe des risques de confrontation ou d'attaques militaires au Maghreb, la perception de la nature de la menace régionale est plus d'ordre politique que militaire: plus qu'une invasion ou une attaque militaire, ces pays craignent la déstabilisation intérieure fomentée par le voisin. Ceci est notamment vrai pour la Tunisie, le pays maghrébin qui a aussi le plus à craindre une attaque militaire de la Libye.

Les nouveaux facteurs d'instabilité au Maghreb et la perception de la menace islamiste ne semblent pas avoir trop affecté les rapports politico-militaires et le système défensif des pays du Maghreb. Les trois pays du Maghreb central connaissent cependant des situations très différentes. Au Maroc, les préoccupations sécuritaires internes sont encore liées au rôle de l'armée, bien que la perception de la menace en provenance de l'armée soit moins dominante qu'elle ne l'était pendant les années 70, en raison de la domestication et de la surveillance à laquelle l'armée est toujours soumise. Contrairement aux pays voisins, l'islamisme politique radical n'y est pas encore perçu comme une menace et il est difficile savoir jusqu'à quel point le pouvoir se sent menacé par la possibilité d'un pouvoir islamiste en Algérie. En Tunisie, l'armée semble avoir joué un rôle important dans la lutte contre les islamistes lorsque ceux-ci s'en sont pris directement au pouvoir et au président. Cependant, l'armée semble être de moins en moins impliquée dans la lutte contre les islamistes, cette fonction étant du ressort des forces paramilitaires. C'est au niveau de la structure policière et des institutions de maintien de l'ordre que se sont produits des changements importants, notamment en renforçant ses effectifs et ses moyens. La crainte d'une plus grande perméabilité de l'armée à l'appel islamiste semble renforcer l'idée selon laquelle il est préférable d'éloigner l'armée des questions intérieures. Il n'est cependant pas exclu qu'en cas de radicalisation l'armée soit à nouveau appelée à intervenir dans la lutte anti-islamiste. En Algérie, l'hypothèse d'une prise du pouvoir par les islamistes a projeté l'armée à l'avant-scène et lui a permis de prendre les rênes de l'évolution politique.

Plus que jamais, l'unité de l'armée est devenue essentielle au maintien du rôle politique qu'elle a assumé. Cependant les scissions internes au sujet de son rôle et de la façon dont elle doit faire face à la question islamiste, la nécessité de moderniser les équipements

militaires et les pressions de certains secteurs visant sa professionnalisation, sont des aspects qui semblent menacer et ébranler l'unité de l'armée.

La perception de la menace islamiste n'est pas, du moins pour l'instant, à l'origine d'une course aux armements ni un argument pour la prolifération au Maghreb. Le programme nucléaire algérien et les projets d'achat de missiles balistiques par l'Algérie et la Libye sont plutôt une conséquence de l'usure de la politique de non-alignement et de la quête d'un nouveau poids stratégique international. Les rivalités régionales ne semblent pas pousser à un éventuel réarmement des pays du Maghreb et le programme nucléaire algérien n'a pas suscité de vives réactions de méfiance malgré certaines expressions de préoccupation. En ce qui concerne la question de la prolifération, une sorte de solidarité (modérée!) existerait entre eux, bien qu'ils en craignent les effets pervers sur l'entente politique au Maghreb et sur les rapports avec l'Europe et les Etats-Unis. Ou n'est pas évident qu'un éventuel gouvernement islamiste au Maghreb déclencherait une course aux armements, mais il est difficile de prévoir quelle serait la politique régionale et d'armement d'un gouvernement islamiste au Maghreb. De toute façon il faudrait prendre en considération un certain nombre d'aléas entre autres financiers et les pressions internationales.

En raison des contraintes historiques et des politiques intérieures et régionales, la coopération intra-maghrébine dans le domaine de la sécurité n'est pas facile à mettre en place. L'UMA est sans doute le projet le plus avancé de coopération au Maghreb et a permis de "franchir un pas important au niveau du rapprochement politique entre ces pays, particulièrement entre le Maroc et l'Algérie. Cependant et malgré ses propos ambitieux, y compris dans le domaine de la sécurité et de la défense, qui se sont traduits par un pacte d'assistance mutuelle et de solidarité collective et la création d'un conseil de défense commune, l'UMA n'a pas été à même d'engendrer une dynamique de coopération entre les cinq pays maghrébins. C'est en effet l'islamisme politique radical, perçu comme une menace commune, qui les a amenés à faire un premier pas pour développer la coopération au niveau de la sécurité, mais toujours sur un plan bilatéral et n'engageant, au Maghreb, que la Tunisie et l'Algérie. Cette collaboration, encore embryonnaire, peut devenir une tendance dominante. Cependant, il n'est pas probable que cette tendance puisse contribuer de manière significative à relancer l'UMA, car les différences et les méfiances entre pays du Maghreb, persistent toujours, même sur la question islamiste. Pour ce qui est de la coopération militaire intra-maghrébine, elle n'existe simplement pas.

Un certain degré de coopération militaire existe pourtant en Tunisie et au Maroc, au niveau bilatéral, avec des pays occidentaux et semble pouvoir se développer notamment au niveau de structures multilatérales de défense. L'UEO a déjà entamé un dialogue avec des représentants officiels du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie et de la Mauritanie, et semble s'acheminer vers un processus d'institutionnalisation qui lancera les bases du développement de la coopération en matière de défense. Cependant la coopération militaire ne représente pas du tout une priorité pour le Maghreb dans ses rapports avec l'Occident. Elle fait plutôt partie d'une politique globale de rapprochement par rapport à l'Europe et devrait être perçue comme un signe positif de la part de ces pays face à la volonté européenne de développer aussi la coopération euro-maghrébine dans le domaine de la défense.